

CSW68  
Intervention atelier parallèle  
Regards de Femmes  
13 mars 2024

FRANÇOISE MORVAN, LIGUE DU DROIT INTERNATIONAL DES FEMMES

Merci à Regards de femmes de permettre à la Ligue du Droit international des femmes de s'exprimer dans cet atelier parallèle à la CSW68.

Le combat de la LDIF pour l'universalité des droits des femmes passe, depuis plusieurs années, par la dénonciation de l'apartheid entre les femmes et les hommes. Cette ségrégation se traduit, pour les femmes, par la perte progressive de leurs droits humains les plus fondamentaux et compromet leur accès à l'éducation, à la culture et au sport.

Concernant l'éducation, un des préalables essentiels à l'égalité entre les femmes et les hommes, je voudrais aujourd'hui vous alerter sur les difficultés sinon l'interdiction qui est faite aux filles nigérianes, iraniennes et afghanes d'aller à l'école.

### L'effondrement de l'éducation au Nord et Nord-ouest du Nigéria

Vous vous souvenez de l'enlèvement des filles de Chibok qui a eu lieu dans la nuit du 14 au 15 avril 2014, 276 lycéennes pour la plupart chrétiennes sont enlevées par Boko Haram dans leur

internat scolaire à Chibok, dans l'État de Borno sous le joug des djihadistes depuis 2009.

Le tort de ces filles ?

Étudier !

Elles voulaient passer les examens de sciences pour obtenir leur bac. Elles étaient venues pour quelques jours alors que leur lycée était fermé, comme bien d'autres établissements scolaires de la région à la suite des exactions des terroristes de Boko Haram

Le 5 mai, leur rapt est revendiqué par [Abubakar Shekau](#), le chef de Boko Haram qui déclare : « *J'ai enlevé les filles. Je vais les vendre sur le marché, au nom d'Allah. Il y a un marché où ils vendent les êtres humains [...] J'ai dit que l'éducation occidentale devait cesser. Les filles, vous devez quitter (l'école) et vous marier.* »

Une mobilisation internationale « Bring back our girls » couplée à l'intervention de l'armée nigériane, permettra au fil des années le retour problématique de plus de la moitié des lycéennes, mais 98 sont toujours portées disparues actuellement.

Malheureusement les enlèvements de masse d'écoliers et écolières et les raptscrapuleux se sont répétées au Nigéria dans le nord du pays provoquant la fermeture de milliers d'établissements scolaires. Encore début mars 2024, environ 300 élèves et leur professeur ont été enlevés.

60% des 10 millions d'enfants qui ne vont pas à l'école au Nigéria se trouvent au Nord et Nord-Ouest du pays, où 80% de la population vit dans une grande précarité. Les djihadistes ont tué plus de 3000 professeurs et ont détruit un nombre conséquent d'écoles (1400). Dans cette région où s'applique la

charia, l'effondrement de l'éducation est manifeste et la plupart des filles sont contraintes de se marier à 12 ans pour ne plus être à la charge de leur famille.

## **L'avenir compromis des jeunes iraniennes, en particulier les filles pauvres**

En Iran, la scolarité est obligatoire de 6 à 14 ans.

Mais les théocrates au pouvoir, depuis 45 ans, imposent une division par sexe de l'enseignement, le port obligatoire du hijab aux filles à partir de 6 ans, interdisent des moyens de transport comme le vélo, scooter, moto, la pratique de certains sports et l'orientation différenciée des filières.

Cependant, les jeunes iraniennes obtiennent de meilleurs résultats scolaires que les garçons. Selon la sociologue Mazhnaz Shirali, dans les écoles primaires, les heures consacrées à l'enseignement du Coran dépassent largement celles des mathématiques, de l'histoire et de la littérature. Les livres des écolières valorisent les rôles stéréotypés liés à leur maternité future.

Tout comme au Nigéria, les collégiennes subissent des exactions à l'intérieur de leur établissement scolaire.

De janvier à mars 2023, pendant plus de trois mois, les élèves iraniennes ont été victimes d'empoisonnement collectif à l'école. Plus de 900 filles de 12 à 16 ans, venant de près de 250 écoles, ont été hospitalisées et les médecins locaux ne sont pas parvenus à identifier la substance toxique qui s'attaquait à leur système nerveux et à leur appareil respiratoire.

Et savez-vous que,

Le 13 juin 2017, le Conseil suprême de la révolution culturelle, présidé par Hassan Rouhani, s'est exprimé sur l'arrêt de la mise en œuvre de l'agenda 2030

Cette opposition du régime clérical au plan d'action 2030 est due au fait que le document oblige tous les États à respecter l'égalité des sexes et l'égalité des chances pour tous les individus, y compris les femmes et les filles, ce qui est en pleine contradiction avec les objectifs du régime intégriste de Téhéran. Les conséquences de cette politique sur l'éducation iranienne est édifiante :

Selon les chiffres officiels, du 1er mars au 1er septembre 2023, en six mois seulement, 791 enfants sont nés de mères âgées de 10 à 12 ans[2]. Selon les statistiques de l'Organisation Nationale de Santé, en 2022, l'âge moyen d'entrée en prostitution est de 10 à 12 ans, en-deçà du niveau mondial qui est de 13 à 14 ans.

## **Les femmes et les filles afghanes dépossédées de leurs droits humains**

En Afghanistan, les écoles secondaires et les universités ont fermé leurs portes aux afghanes.

L'Afghanistan est le seul pays au monde à interdire l'accès des filles et des femmes à l'éducation.

Notez que plus de 50 décrets ont été promulgués privant les femmes de leurs droits humains fondamentaux depuis le 15 août 2021.

Pour écarter les filles de leur établissements scolaires, les talibans ont pris le prétexte que les classes et les transports actuels ne respectaient pas le principe de non-mixité.

Bien souvent, les écoles primaires qui accueillent encore des filles, leur offrent des très mauvaises conditions d'apprentissage, elles sont assises par terre dans la cour alors que les garçons sont à l'intérieur avec tables et chaises.

Des écoles communautaires ou clandestines sont organisées mais les jeunes afghanes sont bloquées dans leur volonté d'apprendre par la peur et le manque de visibilité sur leur avenir. Elles sont assignées, dès leur plus jeune âge, aux tâches ménagères et promises au mariage. Il est constaté une recrudescence des mariages précoces et des ventes d'enfants depuis l'arrivée des talibans.

Les incarcérations arbitraires, le harcèlement, les intimidations ont raison de la résistance des femmes afghanes. Dans le rapport de la mission des Nations Unies du 16 février 2024, plusieurs d'entre elles ont déclaré qu'elles craignaient de plus en plus d'aller dans les espaces publics en raison de la menace d'arrestation et de stigmatisation et de honte durable d'être placées en garde à vue.

Les femmes et les filles des trois pays dont nous venons d'évoquer la situation sont sous la domination de terroristes et de théocrates violents, résolus à imposer une discrimination grave, systématique et institutionnalisée à l'encontre des femmes et des filles. Leur idéologie se traduit par un apartheid sexuel dans chaque domaine de la vie de leurs concitoyennes

et concitoyens tant dans l'espace public et que dans l'espace privé. Les conséquences sont dramatiques sur la vie des filles et des femmes qui se voient ainsi privées dès leur plus jeune âge de liberté et d'éducation émancipatrice.

Comme Narges Mohammadi, prix Nobel de la Paix, le demande dans sa lettre récente au Secrétaire général des Nations Unies, il nous faut dénoncer cet apartheid sur le plan international et obtenir sa criminalisation. Ce sont là, les enjeux de notre combat et la raison de notre présence aujourd'hui parmi vous.

Merci de votre attention

